

2° les mots "son avis motivé" sont remplacés par les mots "sa délibération motivée";

3° les mots "la demande d'avis" sont remplacés par les mots "sa demande";

4° les mots "Si cet avis n'est pas communiqué dans ce délai, il est réputé favorable." sont remplacés par les mots "Si cette délibération n'est pas communiquée dans ce délai, elle est réputée favorable."

Art. 15. Dans l'article 14 du même arrêté royal, l'alinéa 4 est abrogé.

CHAPITRE 5. — Dispositions finales

Art. 16. Dans la mesure où il est question du "comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé" dans d'autres arrêtés royaux, il y a lieu de les lire conformément aux dispositions de la loi du 5 septembre 2018 instituant le comité de sécurité de l'information et modifiant diverses lois concernant la mise en œuvre du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE.

Art. 17. Le présent arrêté produit ses effets le 10 septembre 2018.

Art. 18. La Ministre des Affaires sociales, le Ministre des Pensions, le Ministre des Classes moyennes et des Indépendants et le Ministre de l'Emploi sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 septembre 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,
M. DE BLOCK

Le Ministre des Pensions,
D. BACQUELAINE

Le Ministre des Classes moyennes et des Indépendants,
D. DUCARME

Le Ministre de l'Emploi,
W. BEKE

2° de woorden "zijn gemotiveerd advies" worden vervangen door de woorden "zijn gemotiveerde beraadslaging";

3° de woorden "de aanvraag om advies" worden vervangen door de woorden "zijn aanvraag";

4° de woorden "Indien dit advies niet binnen deze termijn wordt meegedeeld, wordt het geacht gunstig te zijn." worden vervangen door de woorden "Indien deze beraadslaging niet binnen deze termijn wordt meegedeeld, wordt zij geacht gunstig te zijn."

Art. 15. In artikel 14 van hetzelfde koninklijk besluit wordt het vierde lid opgeheven.

HOOFDSTUK 5. — Slotbepalingen

Art. 16. Voor zover in andere koninklijke besluiten sprake is van het "sectoraal comité van de sociale zekerheid en van de gezondheid" moeten zij worden gelezen overeenkomstig de bepalingen van de wet van 5 september 2018 tot oprichting van het informatieveiligheidscomité en tot wijziging van diverse wetten betreffende de uitvoering van Verordening (EU) 2016/679 van 27 april 2016 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG.

Art. 17. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 10 september 2018.

Art. 18. De Minister van Sociale Zaken, de Minister van Pensioenen, de Minister van Middenstand en Zelfstandigen en de Minister van Werk zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 september 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
M. DE BLOCK

De Minister van Pensioenen,
D. BACQUELAINE

De Minister van Middenstand en Zelfstandigen,
D. DUCARME

De Minister van Werk,
W. BEKE

SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE

[2019/204392]

19 SEPTEMBRE 2019. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 16 janvier 2002 relatif à l'extension du réseau de la sécurité sociale à certains services publics et institutions publiques des Communautés et des Régions, en application de l'article 18 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale

RAPPORT AU ROI

Sire,

Par l'arrêté royal du 16 janvier 2002, le réseau de la sécurité sociale, composé principalement d'institutions de sécurité sociale, a été étendu, sous certaines conditions, aux services et institutions des entités fédérées. Certains articles de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, sont dès lors déclarés applicables à ces services et institutions, pour autant cependant que leurs missions portent sur des matières déterminées et que le Comité de gestion de la Banque-Carrefour de la sécurité sociale accède à leur demande en la matière, après avis (favorable) du Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé (le successeur du Comité de surveillance). Leur intégration au réseau de la sécurité sociale permet aux instances concernées d'échanger, dans un contexte sécurisé, des données à caractère personnel avec les divers acteurs sociaux.

Cependant, l'arrêté royal du 16 janvier 2002 doit maintenant être modifié pour diverses raisons, notamment suite à la réglementation modifiée relative à la protection de la vie privée (en particulier le Règlement général sur la protection des données et les lois instituant

FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID

[2019/204392]

19 SEPTEMBER 2019. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 16 januari 2002 tot uitbreiding van het netwerk van de sociale zekerheid tot sommige overheidsdiensten en openbare instellingen van de Gemeenschappen en Gewesten, met toepassing van artikel 18 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Bij het koninklijk besluit van 16 januari 2002 werd het netwerk van de sociale zekerheid, in hoofdzaak bestaande uit de instellingen van sociale zekerheid, onder bepaalde voorwaarden uitgebreid tot de diensten en instellingen van de deelstaten. Enkele artikelen van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid worden aldus op die diensten en instellingen toepasselijk verklaard, doch enkel voor zover hun opdrachten betrekking hebben op vastgestelde aangelegenheden en het beheerscomité van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid hun verzoek dienaangaande inwilligt na een (gunstig) advies van het sectoraal comité van de sociale zekerheid en van de gezondheid (de opvolger van het Toezichtcomité). Door hun toetreding tot het netwerk van de sociale zekerheid kunnen de betrokken instanties in een veilig kader persoonsgegevens uitwisselen met de diverse sociale actoren.

Het koninklijk besluit van 16 januari 2002 moet nu echter om diverse redenen worden gewijzigd, onder meer naar aanleiding van de gewijzigde regelgeving met betrekking tot de bescherming van de persoonlijke levenssfeer (in het bijzonder de Algemene Verordening

respectivement l'Autorité de protection des données et le Comité de sécurité de l'information). Il a été tenu compte de la plupart des observations du Conseil d'Etat, formulées dans son avis 66.178/1 du 11 juillet 2019 (en ce qui concerne l'observation relative à l'application de l'article 5 de la loi du 15 janvier 1990 : voir plus loin).

Premièrement, la compétence du Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé (entre-temps aboli) de rendre un avis préalable est remplacée par la compétence du Comité de sécurité de l'information (récemment créé) de rendre une délibération préalable. Comme auparavant, toute demande individuelle d'intégration au réseau de la sécurité sociale sera dès lors préalablement examinée de manière approfondie et objective à la lumière des principes de protection de la vie privée.

Ensuite, il est précisé que l'intégration au réseau de la sécurité sociale des services et institutions des communautés et régions dont les missions portent sur des matières déterminées n'est possible que dans la mesure où ils ont systématiquement besoin, pour l'exécution de ces missions, de données à caractère personnel d'institutions de sécurité sociale ou d'instances qui possèdent des données à caractère personnel que la Banque-Carrefour de la sécurité sociale, au moyen d'un service intégré, met à disposition avec des données à caractère personnel d'acteurs du réseau de la sécurité sociale. L'extension du réseau de la sécurité sociale doit donc toujours s'inscrire dans le cadre d'échanges (existants ou futurs) de données à caractère personnel entre les acteurs sociaux et l'instance concernée.

Par ailleurs, les services et institutions des communautés et régions qui n'ont besoin que de manière sporadique de données à caractère personnel du réseau de la sécurité sociale pour l'exécution de leurs missions peuvent également, en application de l'article 15 de la loi du 15 janvier 1990, introduire à cet effet une demande de délibération auprès de la chambre sécurité sociale et santé du Comité de sécurité de l'information pour le traitement de ces données à caractère personnel, sans qu'il ne soit nécessaire pour cela qu'ils fassent officiellement partie du réseau de la sécurité sociale. Le traitement de données à caractère personnel s'effectuera alors selon les dispositions *ad hoc* de la délibération de la chambre sécurité sociale et santé du Comité de sécurité de l'information.

En outre, la liste des matières qui justifient l'intégration au réseau de la sécurité sociale est élargie. Il s'agit par exemple de l'enseignement, des allocations familiales ainsi que du soutien et de l'accompagnement d'instances lors de la réalisation de projets de simplification administrative, d'e-government et de technologies de l'information et de la communication. Comme indiqué ci-avant, il appartient cependant au Comité de sécurité de l'information de se prononcer, au cas par cas, sur l'intégration au réseau de la sécurité sociale et il vérifiera à cette occasion dans quelle mesure une demande répond aux principes en vigueur de protection de la vie privée (il examinera notamment si l'instance concernée, qui est compétente pour une des matières définies dans l'arrêt royal du 16 janvier 2002, a effectivement besoin de données à caractère personnel des institutions de sécurité sociale pour pouvoir réaliser ses missions concrètes).

La Banque-Carrefour de la sécurité sociale intervient déjà depuis un certain temps dans l'échange de données à caractère personnel entre les services de l'enseignement et les acteurs du secteur social, par exemple lors de la communication de données à caractère personnel par le Service public de programmation Intégration sociale et la Direction générale Personnes handicapées du Service public fédéral Sécurité sociale dans le cadre du calcul des allocations d'études, lors de l'accès aux registres Banque-Carrefour par les services de l'enseignement, lors du traitement de données à caractère personnel de la banque de données flamande des titres d'apprentissage et de compétence professionnelle, lors de communications de données à caractère personnel dans le cadre de la détermination des droits d'inscription,... (tous ces traitements de données à caractère personnel sont d'ailleurs couverts par une délibération du Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé jadis compétent). Les allocations familiales étaient auparavant une matière fédérale et l'organisation compétente en la matière appartenait, en tant qu'institution de sécurité sociale, par définition au réseau de la sécurité sociale et était impliquée en tant que telle dans divers échanges de données à caractère personnel avec d'autres institutions de sécurité sociale. Les organisations et entités fédérées qui sont dorénavant compétentes ont en grande partie besoin des mêmes données à caractère personnel pour l'accomplissement de leurs nouvelles tâches. Par "le soutien et l'accompagnement d'instances lors de la réalisation de projets de simplification administrative, d'e-government et de technologies de l'information et de la communication" il est fait référence en premier lieu aux missions des intégrateurs de services des entités fédérées (le VDI en Flandre, FIDUS à Bruxelles, la BCED en Wallonie), qui interviennent de plus en plus souvent ces dernières années dans les communications de données à caractère personnel du réseau de la sécurité sociale à des organisations des entités fédérées. Les autres matières ont principalement trait à la fourniture de services d'utilité publique (eau, gaz et électricité) et à l'offre de transports

Gegevensbescherming en de wetten waarbij respectievelijk de Gegevensbeschermingsautoriteit en het Informatieveiligheidscomité werden opgericht). Er werd rekening gehouden met het merendeel van de opmerkingen van de Raad van State, geformuleerd in zijn advies 66.178/1 van 11 juli 2019 (wat betreft de opmerking over de toepassing van artikel 5 van de wet van 15 januari 1990 : zie verder).

Voor eerst wordt de bevoegdheid van het (inmiddels afgeschafte) sectoraal comité van de sociale zekerheid en van de gezondheid om vooraf een advies te verlenen, vervangen door de bevoegdheid van het (recentelijk opgerichte) informatieveiligheidscomité om vooraf een beraadslaging te verlenen. Zoals voorheen, zal elk individueel verzoek tot toetreding tot het netwerk van de sociale zekerheid bijgevolg van tevoren op een degelijke, objectieve wijze worden getoetst aan de beginselen inzake de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Vervolgens wordt verduidelijkt dat de toetreding tot het netwerk van de sociale zekerheid van diensten en instellingen van gemeenschappen en gewesten waarvan de opdrachten bepaalde aangelegenheden betreffen slechts mogelijk is voor zover zij voor het uitvoeren van die opdrachten systematisch behoefte hebben aan persoonsgegevens van instellingen van sociale zekerheid of van instanties die beschikken over persoonsgegevens die de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid door middel van een geïntegreerde dienst samen met persoonsgegevens van actoren van het netwerk van de sociale zekerheid ter beschikking stelt. De uitbreiding van het netwerk van de sociale zekerheid moet dus steeds gebeuren in het kader van (bestaande of toekomstige) uitwisselingen van persoonsgegevens tussen de sociale actoren en de betrokken instantie.

Overigens kunnen de diensten en de instellingen van de gemeenschappen en de gewesten die voor het uitvoeren van hun opdrachten slechts sporadisch behoefte hebben aan persoonsgegevens uit het netwerk van de sociale zekerheid daartoe ook, met toepassing van artikel 15 van de wet van 15 januari 1990, bij de kamer sociale zekerheid en gezondheid van het Informatieveiligheidscomité verzoeken om een beraadslaging met betrekking tot de verwerking van die persoonsgegevens, zonder dat zij daarvoor officieel deel moeten uitmaken van het netwerk van de sociale zekerheid. De verwerking van persoonsgegevens zal dan echter geschieden volgens de *ad hoc* bepalingen van de beraadslaging van de kamer sociale zekerheid en gezondheid van het Informatieveiligheidscomité.

Tevens wordt de lijst van aangelegenheden die de toetreding tot het netwerk van de sociale zekerheid kunnen rechtvaardigen, uitgebreid. Het gaat bijvoorbeeld om het onderwijs, de gezinsbijslag en het ondersteunen en begeleiden van instanties bij het verwezenlijken van projecten inzake administratieve vereenvoudiging, e-government en informatie- en communicatietechnologie. Zoals hiervoor reeds opgemerkt, komt het echter aan het Informatieveiligheidscomité toe om, geval per geval, een oordeel te vellen over de toetreding tot het netwerk van de sociale zekerheid en het zal daarbij nagaan in welke mate een verzoek ter zake beantwoordt aan de geldende principes aangaande de bescherming van de persoonlijke levenssfeer (het zal daarbij onder meer onderzoeken of de betrokken instantie, bevoegd voor een in het koninklijk besluit van 16 januari 2002 vastgestelde aangelegenheid, wel degelijk behoefte heeft aan persoonsgegevens van de instellingen van sociale zekerheid om haar concrete opdrachten te kunnen uitvoeren).

De Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid komt al geruime tijd tussen bij de uitwisseling van persoonsgegevens tussen de onderwijsdiensten en de actoren van de sociale sector, bijvoorbeeld bij de mededeling van persoonsgegevens door de programmatorische overheidsdienst Maatschappelijke Integratie en de Directie-Generaal Personen met een Handicap van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid voor het berekenen van studietoelagen, bij de toegang tot de Kruispuntbankregisters door onderwijsdiensten, bij het verwerken van persoonsgegevens uit de Vlaamse leer- en ervaringsbewijzendatabank, bij mededelingen van persoonsgegevens voor het bepalen van inschrijvingsgelden,... (al deze verwerkingen van persoonsgegevens zijn overigens uitdrukkelijk gedekt door een beraadslaging van het destijds bevoegde sectoraal comité van de sociale zekerheid en van de gezondheid). De gezinsbijslag was voorheen een federale materie en de ter zake bevoegde organisatie behoorde als instelling van sociale zekerheid dus per definitie tot het netwerk van de sociale zekerheid en was als dusdanig betrokken bij diverse uitwisselingen van persoonsgegevens met andere instellingen van sociale zekerheid. De voortaan bevoegde organisaties van de deelentiteiten blijven grotendeels dezelfde persoonsgegevens nodig hebben voor het vervullen van hun nieuwe taken. Met "ondersteunen en begeleiden van instanties bij het verwezenlijken van projecten inzake administratieve vereenvoudiging, e-government en informatie- en communicatietechnologie" wordt in de eerste plaats verwezen naar de opdrachten van de dienstenintegratoren van de deelentiteiten (de Vlaamse VDI, het Brusselse FIDUS en de Waalse BCED), die de laatste jaren steeds vaker tussenkomen bij mededelingen van persoonsgegevens uit het netwerk van de sociale zekerheid aan organisaties van de deelentiteiten. De overige aangelegenheden hebben voornamelijk betrekking op de levering van nutsvoorzieningen (water, gas en elektriciteit) en het aanbod van openbaar

publics, dans le cadre desquels un tarif social réduit est généralement prévu au profit des personnes ayant un statut spécifique en matière de sécurité sociale, telles que les personnes handicapées ou les clients des CPAS (ce statut est alors communiqué de manière sécurisée par les institutions de sécurité sociale compétentes aux organisations des entités fédérées), et à quelques matières complémentaires relatives à la politique de la santé.

La liste des articles de la loi du 15 janvier 1990 qui sont déclarés applicables aux instances qui intègrent le réseau de la sécurité sociale est également adaptée.

D'une part, l'article 5 de la loi du 15 janvier 1990 est ajouté pour certaines instances à la liste des articles applicables, de sorte qu'elles puissent mettre des données à caractère personnel à la disposition en vue de leur enregistrement dans le datawarehouse marché du travail et protection sociale de la Banque-Carrefour de la sécurité sociale et donc également à des fins de traitement ultérieur dans le cadre de recherches utiles à la conception, à la gestion et à la connaissance de la protection sociale, le cas échéant après délibération positive de la chambre sécurité sociale et santé du Comité de sécurité de l'information. Cette possibilité est explicitement limitée à des instances qui sont compétentes sur le plan de la "politique sociale" des entités fédérées, c'est-à-dire des institutions et services compétents pour la formation et la promotion sociales, la reconversion et le recyclage professionnels, le placement des travailleurs, les programmes de remise au travail des chômeurs complets indemnisés ou des personnes assimilées, l'application des normes concernant l'occupation des travailleurs étrangers, la politique familiale (y compris l'aide et l'assistance aux familles et aux enfants), la politique d'aide sociale, la politique en faveur des personnes handicapées (y compris leur formation professionnelle, le recyclage et la reconversion), la politique en faveur des personnes âgées, l'enseignement, la politique d'accueil et d'intégration des immigrants et les allocations familiales. Ces instances peuvent alors, à l'instar des institutions de sécurité sociale et avec celles-ci, mettre des données à caractère personnel à la disposition en vue de la recherche scientifique ou de préparation de la politique. Le Conseil d'Etat avait des objections à cette déclaration d'applicabilité partielle, mais celle-ci s'avère néanmoins nécessaire pour permettre de soutenir et d'évaluer la politique en matière de protection sociale de manière optimale au moyen de recherches scientifiques, particulièrement en ce qui concerne les données à caractère personnel relatives à des matières qui relevaient précédemment du niveau fédéral mais qui ont entre-temps été transférées vers les entités fédérées, telles que les allocations familiales (l'organisation fédérale précédemment compétente mettait déjà des données à caractère personnel à disposition et les organisations des entités fédérées dorénavant compétentes doivent pouvoir continuer à le faire). Par ailleurs, il est souligné que l'extension de l'application de l'article 5 de la loi du 15 janvier 1990 est limitée à des organisations des entités fédérées qui sont actives dans le secteur social et le secteur de l'enseignement.

D'autre part, tous les articles sont dorénavant mentionnés de manière spécifique. Entre-temps, de nombreux articles ont été supprimés dans la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la sécurité sociale et de nouveaux articles ont été ajoutés, ce qui rend l'aperçu actuel ambigu pour le lecteur de l'arrêté royal du 16 janvier 2002.

Enfin, la référence à l'accès au registre national et à l'utilisation du numéro de registre national est actualisée et les termes actuels "conseiller en sécurité" et "médecin responsable" sont remplacés respectivement par "délégué à la protection des données" et "professionnel des soins de santé responsable".

L'arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*. Il produit cependant ses effets à partir du 1^{er} octobre 2018 uniquement en ce qui concerne l'examen de demandes d'extension du réseau de la sécurité sociale qui ont été introduites depuis cette date par les organisations compétentes pour les nouvelles matières (comme les prestations familiales).

Telle est, Sire, la portée de l'arrêté qui Vous est soumis,

Nous avons l'honneur d'être, Sire, de Votre Majesté, les très respectueux et très fidèles serviteurs,

La Ministre des Affaires sociales,

M. DE BLOCK

Le Ministre des Pensions,

D. BACQUELAINE

Le Ministre des Classes moyennes et des Indépendants,

D. DUCARME

Le Ministre de l'Emploi,

W. BEKE

vervoer, waarbij veelal wordt voorzien in een verminderd sociaal tarief ten behoeve van personen met een specifiek statuut inzake sociale zekerheid, zoals personen met een handicap of OCMW-cliënten (dat statuut wordt dan op een beveiligde wijze door de bevoegde instellingen van sociale zekerheid meegegeed aan de organisaties van de deelentiteiten), en op enkele bijkomende materies inzake het gezondheidsbeleid.

Ook de lijst van de artikelen van de wet van 15 januari 1990 die van toepassing worden verklaard op de instanties die tot het netwerk van de sociale zekerheid toetreden, wordt aangepast.

Eenzijds wordt voor bepaalde instanties artikel 5 van de wet van 15 januari 1990 aan de lijst van de toepasselijke artikelen toegevoegd, zodat zij persoonsgegevens ter beschikking kunnen stellen voor opname in het datawarehouse arbeidsmarkt en sociale bescherming van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid en dus ook voor verdere verwerking in het kader van onderzoeken die nuttig zijn voor de conceptie, het beheer en de kennis van de sociale bescherming, in voorkomend geval na gunstige beraadslaging van de kamer sociale zekerheid en gezondheid van het Informatieveiligheidscomité. Die mogelijkheid blijft uitdrukkelijk beperkt tot instanties die bevoegd zijn op het vlak van het "sociaal beleid" van de deelstaten, dat wil zeggen de diensten en instellingen bevoegd voor de sociale vorming en promotie, de professionele omscholing en bijscholing, de arbeidsbemiddeling, de programma's voor wedertewerkstelling van uitkeringsgerechtigde volledig werklozen of gelijkgestelde personen, de toepassing van de normen betreffende de tewerkstelling van buitenlandse arbeidskrachten, het gezinsbeleid (met inbegrip van de hulp en bijstand aan gezinnen en kinderen), het beleid inzake maatschappelijk welzijn, het beleid inzake mindervaliden (met inbegrip van hun beroepsopleiding, omscholing en herscholing), het bejaardenbeleid, het onderwijs, het beleid inzake onthaal en integratie van inwijkelingen en de gezinsbijlagen. Die instanties kunnen dan, net als en samen met de instellingen van sociale zekerheid, persoonsgegevens ter beschikking stellen met het oog op beleidsvoorbereiding of wetenschappelijk onderzoek. De Raad van State had bezwaren tegen deze gedeeltelijke toepasselijkheidsverklaring maar ze blijkt wel degelijk noodzakelijk om een optimale ondersteuning en evaluatie van het beleid op het vlak van de sociale bescherming door middel van wetenschappelijk onderzoek mogelijk te maken, niet in het minst voor wat betreft persoonsgegevens met betrekking tot aangelegenheden die voorheen federaal waren maar inmiddels aan de deelentiteiten zijn overgedragen, zoals de kinderslag (de voorheen bevoegde federale organisatie stelde reeds persoonsgegevens ter beschikking en de voortaan bevoegde organisaties van de deelentiteiten moeten dat verder kunnen blijven doen). Tevens wordt beklemtoond dat de uitbreiding van de toepassing van artikel 5 van de wet van 15 januari 1990 beperkt blijft tot organisaties van de deelentiteiten die actief zijn in de sociale sector en de onderwijssector.

Anderzijds worden alle artikelen voortaan afzonderlijk vermeld. Inmiddels werden in de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid heel wat artikelen afgeschaft en heel wat artikelen ingevoegd, waardoor het huidige overzicht voor de lezer van het koninklijk besluit van 16 januari 2002 onduidelijk is geworden.

Ten slotte wordt de verwijzing naar de toegang tot het Rijksregister en het gebruik van het rijksregisternummer geactualiseerd en worden de huidige termen "veiligheidsconsulent" en "verantwoordelijke geneesheer" respectievelijk vervangen door "functionaris voor gegevensbescherming" en "verantwoordelijke beroepsbeoefenaar in de gezondheidszorg".

Het besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. Het heeft echter uitwerking met ingang van 1 oktober 2018 uitsluitend voor wat betreft de behandeling van aanvragen tot uitbreiding van het netwerk van de sociale zekerheid die sinds die datum zijn ingediend door de organisaties bevoegd voor de nieuwe aangelegenheden (zoals de gezinsbijlagen).

Dit is, Sire, de draagwijdte van het besluit dat U wordt voorgelegd.

Wij hebben de eer te zijn, Sire, van Uwe Majesteit, de zeer eerbiedige en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Sociale Zaken,

M. DE BLOCK

De Minister van Pensioenen,

D. BACQUELAINE

De Minister van Middenstand en Zelfstandigen,

D. DUCARME

De Minister van Werk,

W. BEKE

19 SEPTEMBRE 2019. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 16 janvier 2002 relatif à l'extension du réseau de la sécurité sociale à certains services publics et institutions publiques des Communautés et des Régions, en application de l'article 18 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, l'article 18, modifié par la loi du 8 décembre 1992;

Vu l'arrêté royal du 16 janvier 2002 relatif à l'extension du réseau de la sécurité sociale à certains services publics et institutions publiques des Communautés et des Régions, en application de l'article 18 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale;

Vu l'avis du Comité de gestion de la Banque-carrefour de la sécurité sociale, donné le 28 novembre 2018;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 8 janvier 2019;

Vu l'accord de la Ministre du Budget, donné le 1^{er} mars 2019;

Vu l'avis n° 99/2019 de l'Autorité de protection des données, donné le 3 avril 2019;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative;

Vu l'avis 66.178/1 du Conseil d'État, donné le 11 juillet 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la ministre des Affaires sociales, du ministre des Pensions, du ministre des Classes moyennes et des Indépendants et du ministre de l'Emploi et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 2 de l'arrêté royal du 16 janvier 2002 relatif à l'extension du réseau de la sécurité sociale à certains services publics et institutions publiques des Communautés et des Régions, en application de l'article 18 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, sont apportées les modifications suivantes :

a) les mots "dans la mesure où ceux-ci en font la demande, où leur demande est acceptée par le Comité de Gestion de la Banque-carrefour, après avis du Comité de Surveillance visé à l'article 37 de la loi, et où leurs missions portent sur les matières suivantes mentionnées dans la loi spéciale du 8 août 1980 sur les réformes institutionnelles" sont remplacés par les mots "s'ils en font la demande et si leur demande est acceptée par le Comité de Gestion de la Banque-carrefour, après délibération de la chambre sécurité sociale et santé du Comité de sécurité de l'information visée à l'article 37 de la loi, pour autant que leurs missions portent sur une ou plusieurs des matières suivantes et pour autant qu'ils aient systématiquement besoin, pour l'exécution de ces missions, de données à caractère personnel d'institutions de sécurité sociale ou d'autres instances qui possèdent des données à caractère personnel que la Banque-carrefour, au moyen d'un service intégré, met à disposition avec des données à caractère personnel gérées par des institutions de sécurité sociale ou par des personnes auxquelles tout ou partie des droits et obligations résultant de la loi et de ses mesures d'exécution ont été étendus";

b) le 5^o est remplacé par ce qui suit :

"5^o la politique de dispensation de soins dans et au dehors des institutions de soins, de dispensation des soins de santé mentale dans les institutions de soins autres que les hôpitaux, de dispensation de soins dans les institutions pour personnes âgées, en ce compris les services de gériatrie isolés, et de dispensation de soins dans les services spécialisés isolés de revalidation et de traitement;";

c) l'article est complété comme suit :

"13^o l'enseignement;

14^o l'éducation permanente, la formation préscolaire dans les prégar-diennats et la formation post- et parascolaire, artistique, intellectuelle, morale et sociale;

19 SEPTEMBER 2019. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 16 januari 2002 tot uitbreiding van het netwerk van de sociale zekerheid tot sommige overheidsdiensten en openbare instellingen van de Gemeenschappen en Gewesten, met toepassing van artikel 18 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, artikel 18, gewijzigd bij de wet van 8 december 1992;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 januari 2002 tot uitbreiding van het netwerk van de sociale zekerheid tot sommige overheidsdiensten en openbare instellingen van de Gemeenschappen en Gewesten, met toepassing van artikel 18 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid, gegeven op 28 november 2018;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 8 januari 2019;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, d.d. 1 maart 2019;

Gelet op het advies nr. 99/2019 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 3 april 2019;

Gelet op de regelgevingsimpactanalyse uitgevoerd overeenkomstig artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op advies 66.178/1 van de Raad van State, gegeven op 11 juli 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de minister van Sociale Zaken, de minister van Pensioenen, de minister van Middenstand en Zelfstandigen en de minister van Werk en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 2 van het koninklijk besluit van 16 januari 2002 tot uitbreiding van het netwerk van de sociale zekerheid tot sommige overheidsdiensten en openbare instellingen van de Gemeenschappen en Gewesten, met toepassing van artikel 18 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden "voor zover deze hierom verzoeken en hun verzoek door het Beheerscomité van de Kruispuntbank wordt aanvaard, na advies van het Toezichtcomité bedoeld in artikel 37 van de wet, en voor zover hun opdrachten betrekking hebben op volgende aangelegenheden vermeld in de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen" worden vervangen door de woorden "indien zij daarom verzoeken en hun verzoek door het Beheerscomité van de Kruispuntbank wordt ingewilligd, na beraadslaging van de kamer sociale zekerheid en gezondheid van het informatieveiligheidscomité bedoeld in artikel 37 van de wet, voor zover hun opdrachten betrekking hebben op één of meerdere van de volgende aangelegenheden en zij voor het uitvoeren van die opdrachten systematisch behoefte hebben aan persoonsgegevens van instellingen van sociale zekerheid of van instanties die beschikken over persoonsgegevens die door de Kruispuntbank, door middel van een geïntegreerde dienst, ter beschikking worden gesteld samen met persoonsgegevens beheerd door instellingen van sociale zekerheid of door personen waartoe het geheel of een deel van de rechten en plichten voortvloeiend uit de wet en haar uitvoeringsbesluiten werden uitgebreid";

b) de bepaling onder 5^o wordt vervangen als volgt :

"5^o het beleid betreffende de zorgverstrekkingen in en buiten de verplegingsinrichtingen, de verstrekkingen van geestelijke gezondheidszorg in de verplegingsinrichtingen buiten de ziekenhuizen, de zorgverstrekkingen in oudereninstellingen, met inbegrip van de geïsoleerde geriatriediensten, en de zorgverstrekkingen in geïsoleerde diensten voor behandeling en revalidatie;";

c) het artikel wordt aangevuld als volgt :

"13^o het onderwijs;

14^o de permanente opvoeding, de voorschoolse vorming in de peutertuinen en de post- en parascolaire, artistieke, intellectuele, morele en sociale vorming;

15° la politique d'accueil et d'intégration des immigrés;
16° l'aide sociale aux détenus, en vue de leur réinsertion sociale;

17° la protection de l'environnement;

18° la politique des déchets;

19° la production d'eau et l'approvisionnement en eau;

20° la distribution et le transport local d'électricité;

21° la distribution publique de gaz;

22° le transport en commun régional et urbain;

23° le soutien et l'accompagnement des services publics et institutions publiques dotées de la personnalité juridique lors de la réalisation de projets en matière de simplification administrative, d'e-government et de technologie de l'information et de la communication;

24° les prestations familiales.”.

Art. 2. A l'article 3, § 1^{er}, du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots "Les articles 6, 8, 9, 10 à 17, 20, 22 à 26, 28, 34, 46 à 48 et 53 à 71" sont remplacés par les mots "Les articles 6, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 20, 24, 25, 26, 28, 34, 46 et 53 de la loi";

b) le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, l'article 5 de la loi est applicable à titre complémentaire aux services publics et institutions publiques des Communautés et Régions qui font partie du réseau, dans la mesure où leurs missions portent sur une ou plusieurs des matières visées à l'article 2, 1°, 2°, 3°, 4°, 7°, 8°, 9°, 10°, 13°, 15° et 24°.”.

Art. 3. A l'article 4 du même arrêté royal, modifié par l'arrêté royal du 15 octobre 2004, sont apportées les modifications suivantes :

a) les 2° et 3° sont remplacés par ce qui suit :

"2° une indication selon laquelle le service public ou l'institution publique qui introduit la demande a accès au Registre national des personnes physiques;

3° une indication selon laquelle le service public ou l'institution publique qui introduit la demande peut utiliser le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques;”;

b) dans le 4°, les mots "du conseiller en sécurité" sont remplacés par les mots "du délégué à la protection des données”;

c) dans le 5° les mots "du médecin" sont remplacés par les mots "du professionnel des soins de santé”.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Il produit cependant ses effets à partir du 1^{er} octobre 2018 uniquement en ce qui concerne l'examen de demandes d'extension du réseau de la sécurité sociale qui ont été introduites depuis cette date par les organisations compétentes pour les matières visées à l'article 1^{er}, b) et c).

Art. 5. La Ministre des Affaires sociales, le Ministre des Pensions, le Ministre des Classes moyennes et des Indépendants et le Ministre de l'Emploi sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 septembre 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,

M. DE BLOCK

Le Ministre des Pensions,

D. BACQUELAINE

Le Ministre des Classes moyennes et des Indépendants,

D. DUCARME

Le Ministre de l'Emploi,

W. BEKE

15° het beleid inzake onthaal en integratie van inwijkelingen;

16° de sociale hulpverlening aan gedetineerden met het oog op hun sociale reïntegratie;

17° de bescherming van het leefmilieu;

18° het afvalstoffenbeleid;

19° de waterproductie en watervoorziening;

20° de distributie en het plaatselijk vervoer van elektriciteit;

21° de openbare gasdistributie;

22° het gemeenschappelijk stads- en streekvervoer;

23° het ondersteunen en begeleiden van overheidsdiensten en openbare instellingen met rechtspersoonlijkheid bij het verwezenlijken van projecten inzake administratieve vereenvoudiging, e-government en informatie- en communicatietechnologie;

24° de gezinsbijslagen.”.

Art. 2. In artikel 3, § 1, van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden "De artikelen 6, 8, 9, 10 tot en met 17, 20, 22 tot en met 26, 28, 34, 46 tot en met 48 en 53 tot en met 71 van de wet" worden vervangen door de woorden "De artikelen 6, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 20, 24, 25, 26, 28, 34, 46 en 53 van de wet”;

b) § 1 wordt aangevuld met een lid, luidende :

"Onverminderd het eerste lid is het artikel 5 van de wet bijkomend van toepassing op de tot het netwerk behorende overheidsdiensten en openbare instellingen van de Gemeenschappen en Gewesten voor zover hun opdrachten betrekking hebben op één of meerdere van de aangelegenheden bedoeld in artikel 2, 1°, 2°, 3°, 4°, 7°, 8°, 9°, 10°, 13°, 15° en 24°.”.

Art. 3. In artikel 4 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 oktober 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de bepalingen onder 2° en 3° worden vervangen als volgt :

"2° een aanduiding van het feit dat de overheidsdienst of de openbare instelling die het verzoek indient toegang tot het Rijksregister van de natuurlijke personen heeft;

3° een aanduiding van het feit dat de overheidsdienst of de openbare instelling die het verzoek indient het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen mag gebruiken;”;

b) in de bepaling onder 4° worden de woorden "de veiligheidsconsulent" vervangen door de woorden "de functionaris voor gegevensbescherming”;

c) in de bepaling onder 5° worden de woorden "de geneesheer" vervangen door de woorden "de beroepsbeoefenaar in de gezondheidszorg”.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Het heeft echter uitwerking met ingang van 1 oktober 2018 uitsluitend voor wat betreft de behandeling van aanvragen tot uitbreiding van het netwerk van de sociale zekerheid die sinds die datum zijn ingediend door organisaties bevoegd voor aangelegenheden bedoeld in artikel 1, b) en c).

Art. 5. De Minister van Sociale Zaken, de Minister van Pensioenen, de Minister van Middenstand en Zelfstandigen en de Minister van Werk zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 september 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

M. DE BLOCK

De Minister van Pensioenen,

D. BACQUELAINE

De Minister van Middenstand en Zelfstandigen,

D. DUCARME

De Minister van Werk,

W. BEKE